



ENFOPRENSA

AGENCIA CENTROAMERICANA DE NOTICIAS

6° Année / n° 268

Du 3 au 9 mai 1988

POLITIQUE

L'URNG et le CNR se sont rencontrés deux fois au Costa-Rica.
Cerezo rejette la médiation d'Oscar Arias.
Au début l'URNG a appuyé Cerezo.
L'armée demande une aide militaire accrue aux Etats-Unis.
Echec de l'amnistie.
Dénonciation des chantages gouvernementaux contre la Procure.
Nouveau don pour la police nationale.
Attentat contre un dirigeant d'extrême-droite.
Echec d'une tentative de coup d'état au Guatemala.

ECONOMIE

Les prix des produits de base ont augmenté.
Plan spécial de l'ONU pour l'Amérique centrale.
Le BID n'a pas fourni d'aide à l'Amérique centrale en 1987.

INSURRECTION

En 1988 l'armée a perdu 11 officiers.

MOUVEMENT POPULAIRE

Mécontentement des travailleurs vis-à-vis du régime.

DROITS DE L'HOMME

Assassinat d'un journaliste.
Une vague de violence fait 15 morts.

4° P. 12315

P O L I T I Q U E

L'URNG ET LA CNR SE SONT RENCONTRES DEUX FOIS AU COSTA-RICA.

Des délégués de l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG) et de la Commission Nationale de Réconciliation (CNR) se sont réunis par deux fois sur le sol costa-ricain les 3 et 4 mai, sous les auspices du gouvernement du Président Oscar Arias et du Conseil Supérieur des Universités Centraméricaines (CSUCA).

Le sujet traité, selon les sources des délégations, a été la fixation d'une date pour le commencement des conversations formelles entre les leaders de l'URNG et de la CNR, qui pourraient avoir lieu entre le 16 et le 20 mai, toujours sur le territoire costaricain.

La délégation de l'URNG était menée par le docteur Hector Nuila et celle de la CNR par son président, l'évêque Rodolfo Quezada Toruno.

CEREZO REJETTE LA MEDIATION D'OSCAR ARIAS.

Le président guatémaltèque Vinicio Cerezo a assuré, le 5 mai, que la seule médiation qu'il accepte pour la réalisation d'un dialogue entre son gouvernement et l'URNG est celle qui peut être menée à bien par la Commission Nationale de Réconciliation, écartant ainsi toute possibilité d'intervention de son homologue costaricain, Oscar Arias.

"J'ai parlé avec le président du Costa-Rica pour lui dire que nous ne pouvons pas accepter sa médiation car il s'agit d'un problème de Guatémaltèques", a affirmé Cerezo, ajoutant que c'est la CNR qui est chargée de faire la médiation et que celle-ci devra "établir les procédures légales à travers lesquelles pourra être incorporé l'ensemble des gens qui sont actuellement dans la violence à la vie politique du pays".

AU DEBUT L'URNG A APPUYE CEREZO.

Le président Cerezo a compté sur l'appui et le rapprochement de l'URNG quand il est arrivé à la présidence en janvier 1986 mais celle-ci lui a été retirée à cause de la militarisation qui a affecté son gouvernement, a déclaré le 4 mai à Heredia (Costa-Rica) le dirigeant guérillero Hector Nuila.

Nuila, qui a conduit la délégation de l'URNG qui a rencontré la Commission de Réconciliation Nationale, a soutenu que c'est la "compromission tacite" existant entre le projet de la Démocratie Chrétienne Guatémaltèque (DCG) et l'armée qui a mis fin à l'appui des insurgés à un possible processus de démocratisation et de pacification du pays.

Le dirigeant de l'URNG a affirmé que l'insurrection guatémaltèque compte sur 3.500 hommes en armés qui opèrent dans les départements du Peten, Alta Verapaz, Huehuetenango, El Quiché, San Marcos, Quezaltenango, Solola et Suchitepequez ; tous lieux dans lesquels il existe un service social, une formation politique et une formation des cadres.

L'ARMEE DEMANDE UNE AIDE MILITAIRE ACCRUE AUX ETATS-UNIS.

Le directeur du département d'information et de divulgation de l'armée, le lieutenant-colonel Roberto Letona Hora, a confirmé le 6 mai dernier que le ministre de la Défense, Général Hector Gramajo, a voyagé le lundi 2 mai pour Washington afin de négocier avec les législateurs des Etats-Unis une nouvelle enveloppe d'assistance militaire de 24 millions de dollars.

NOUVEAU DON POUR LA POLICE NATIONALE.

Le gouvernement espagnol vient de faire don à celui du Guatemala d'équipements pour contrôler les manifestations ; ceux-ci consistent en des véhicules qui lancent des jets d'eau sous forte pression et de fusils qui tirent des balles en caoutchouc pour une valeur totale de 2,5 millions de dollars, a fait savoir, en date du 8 mai, le ministre guatémaltèque du Gouvernement, Juan José Rodil.

Le fonctionnaire a ajouté que le 22 mai arriveraient les premières nouvelles radio-patrouilles acquises au Mexique, pour un total de 248 unités. Elles seront placées dans la ville frontière de Tecun Uman (Chiapas) ; leur prix a été de 8.000 dollars à l'unité.

ATTENTAT CONTRE UN DIRIGEANT D'EXTRÊME-DROITE.

Des individus non identifiés qui se trouvaient à bord d'une automobile et de deux motocyclettes ont mitraillé, dans la nuit du vendredi 5 mai, la maison du dirigeant d'extrême-droite leader du Mouvement de Libération Nationale (MLN), Mario Sandoval Alarcon, située dans un secteur résidentiel du sud de la ville de Guatemala.

Le chef de la sécurité de la résidence, Pedro Garcia, a accusé le Démocratie Chrétienne Guatémaltèque d'avoir commis l'attentat, tandis qu'une fille du dirigeant a déclaré que "nous ne pensons pas les menaces soient le fait de la guérilla urbaine, nous savons d'où elles viennent mais nous n'avons pas peur".

De son côté, le porte-parole de la présidence, Julio Santos, a accusé le MLN du fait que durant les deux ans et demi qu'a duré l'actuelle administration, il s'est dédié à "déstabiliser le système" et l'a indiqué comme étant le responsable du communiqué que des officiers dissidents de l'armée, identifiés comme des "officiers de la montagne", ont publié le 27 avril dernier.

ECHEC D'UNE TENTATIVE DE COUP D'ETAT.

Le ministre de la Défense du Guatemala, le général Hector Gramajo, a fait savoir que la rébellion qui a eu lieu dans les bases militaires le 11 mai avait été étouffée.

Les bases militaires de Jutiapa et Retalhuleu se sont rebellées à l'aube du 11 mai et une partie de ses effectifs se sont dirigés vers la capitale mais ils ont été arrêtés par des officiers de haut rang appartenant à l'état-major de l'armée, entre lesquels le chef de celui-ci.

La tentative de coup d'état a été dirigée par des militaires appartenant au groupe dénommé "groupe des officiers de la montagne" qui ont attaqué de façon constante l'administration civile et censuré le haut commandement militaire, en particulier le ministre de la Défense, général Hector Alejandro Gramajo.

Dans une conférence de presse, le chef des forces armées du Guatemala a accusé "des éléments civils radicaux d'avoir provoqué et fomenté la rébellion militaire" et il a, en même temps, averti que "ils sont tombés dans l'illégalité" et que leurs noms seront fournis le jour même au Ministère Public afin qu'il procède en conformité avec la loi.

"Tout est maintenant sous contrôle" a assuré le général Gramajo bien qu'il n'ait pas détaillé les motifs qui ont été à l'origine du soulèvement contre le régime du président constitutionnel Vinicio Cerezo Arévalo. Selon des sources journalistiques guatémaltèques, celui-ci a été la plus sérieuse d'au moins six tentatives de coups d'état auxquelles a dû faire face l'administration de Cerezo au cours des 28 mois qu'elle a passé à la tête du régime civil.

"Nous espérons que les Etats-Unis, en tant qu'ils sont nos amis, envoient au Guatemala leur message d'appui puisque notre action a démontré sa vocation en faveur de la paix interne et celle de l'Amérique centrale", a affirmé Letona.

Selon le porte-parole, le problème auquel l'armée doit faire face est celui de la présence de plusieurs groupes d'insurgés dans différentes régions du pays et que "pour les exterminer" il faut des équipements de transmission, des machines pour ouvrir des routes, de l'équipement aérien et bien d'autres choses.

ECHEC DE L'AMNISTIE.

A l'expiration du délai de 180 jours envisagés dans le décret d'amnistie (71-87) approuvé en tant que partie des engagements pris par le gouvernement lors de la signature des accords de paix d'Esquipulas, ses résultats n'ont en rien favorisé la réconciliation nationale ni la pacification, ont signalé le 6 mai des sources judiciaires.

Selon l'Organe Judiciaire, à l'expiration du délai on n'avait pas enregistré un seul cas de personne qui aurait sollicité l'amnistie. De son côté, le lieutenant-colonel Roberto Letona, porte-parole de l'armée, a admis l'inexistence de chiffres sur les amnistiés mais il a souligné que les endroits dans lesquels le plus de personnes auraient recourru à l'amnistie se trouvaient dans le lieu dit "Triangle Ixil", formé par les communes de San Juan Cotzal, Santa Maria Nebaj et Chajul, dans le nord du département d'El Quiché (nord-ouest du pays).

Entretemps, le Congrès de la République a approuvé en première lecture, le 5 mai, un nouveau projet qui contient un élargissement du décret 71-87, pour un délai de 30 jours, pour les responsables de délits politiques et de droit commun juxtaposés.

NEGATION PAR LA COUR SUPREME D'UNE AMNISTIE POUR LES PATROUILLES CIVILES.

La demande d'amnistie présentée en faveur de 37 membres des patrouilles civiles, condamnés depuis 1985 pour divers crimes contre les populations du département du Quiché a été déniée "pour être hors du temps", a fait savoir le 6 mai le président de la Cour Suprême de Justice (CSJ), le docteur Edmundo Vasquez Martinez.

Plusieurs des criminels, condamnés jusqu'à 30 ans de prison, l'ont été pour avoir participé dans des tueries contre la population civile non combattante, en tant que partie de la stratégie anti-insurrectionnelles appliquée par l'armée.

La demande que leur soit appliquée --ipso facto-- l'amnistie est venue de l'armée et a été appuyée par le ministre de la Défense, qui a exercé divers types de pression sur l'Organe Judiciaire.

DENONCIATION DES CHANTAGES GOUVERNEMENTAUX CONTRE LA PROCURE.

Le groupe des députés de la DCG au Congrès de la République conditionnent leur appui à la Procure des Droits de l'Homme (PDH) au fait que les sous-procureurs adjoints, les avocats Arturo Martinez Galvez et Angel Alfredo Figueroa, renoncent à leurs charges, a commenté le 4 mai le journal du matin Diario El Grafico.

A ce sujet le sous-procureur Angel Figueroa a déclaré que la PDH "n'a pas été créée pour faire des félicitations au gouvernement mais pour faire des observations quand il y a violation des droits de l'homme".

Le Procureur, l'avocat Gonzalo Menendez de la Riva, a dénoncé durant les derniers jours une série d'interférences du pouvoir exécutif pour empêcher que cette institution puisse rencontrer certaines personnalités internationales et exposer "la situation véritable que vit le Guatemala".

De son côté la radio Voz Popular, émettrice officielle de l'URNG, a commenté le 6 mai le fait que le gouvernement prétend baillonner la Procure à cause de son attitude de dénonciation contre les actions répressives auxquelles ont participé des membres de l'armée.

E C O N O M I E

LES PRIX DES PRODUITS DE BASE ONT AUGMENTE.

L'augmentation de 12 des produits du panier de base de la ménagère qui, jusqu'à maintenant étaient soumis à des prix plafond, a été annoncée le 6 mai par le ministre de l'Economie, Lizardo Sosa. Le fonctionnaire a signalé que cette mesure avait été prise par le Conseil Consultatif National des Prix, entité formée par les Chambres de Commerce et d'Industrie, l'Union Nationale Agricole (UNAGRO), la direction du Commerce du Ministère, la Confédération de l'Unité Syndicale du Guatemala (CUSG) et le Ministère de l'Economie.

Par ailleurs, un document du Fond Monétaire International publié le 1er mai à Washington souligne que l'inflation au Guatemala a été réduite de 76,4 %, en 1986, à 63,6 %, en 1987.

PLAN SPECIAL DE L'ONU POUR L'AMERIQUE CENTRALE.

Un plan spécial de coopération économique pour l'Amérique Centrale qui se monte à plus de quatre mille millions de dollars sera soumis à la considération de l'Assemblée Générale durant les sessions des 11 et 12 mai par le secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ONU), Javier Pérez de Cuellar. Le plan d'urgence porte sur les cinq pays de la région et sera distribué de la façon suivante : 117.488 dollars pour l'assistance aux réfugiés, aux déplacés et aux rapatriés ; 103.774 dollars pour l'assistance alimentaire ; 170.260 dollars pour les besoins urgents en énergie ; deux mille millions de dollars pour la dette externe et 600.000 pour financer la réactivation du marché commun centraméricain (MERCOMUN).

LE BID N'A PAS FOURNI D'AIDE A L'AMERIQUE CENTRALE EN 1987.

La Banque Interaméricaine de Développement (BID) n'a accordé aucune aide financière à l'Amérique centrale durant l'année 1987, a fait savoir le 5 mai le Système d'Intégration Socio Economique Centraméricain (SIECA) dont le siège est dans la ville de Guatemala. Eduardo Bolanos, porte-parole du SIECA, a déclaré que, lors d'une réunion des représentants centraméricains avec le BID, ceux-ci ont souligné l'aide fournie par la Communauté Economique Européenne (CEE) à la région et critiqué ce qui s'était passé avec le BID.

Le fonctionnaire a indiqué également qu'il a été fait appel aux pays latino-américains et extrarégionaux industrialisés pour que "ils suivent l'exemple du Mexique, de l'Argentine et du Vénézuéla et adhèrent au processus d'ouverture du de la Banque Centraméricaine d'Intégration Economique".

I N S U R R E C T I O N

EN 1988 L'ARMEE A PERDU ONZE OFFICIERS.

Les pertes de l'armée pour les premiers quatre mois de l'année se montent à 815 ; elles ont été causées par les forces de l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (UNRG). Parmi ces pertes on trouve 11 officiers de divers grades, a fait savoir la radio Voz Popular dans son émission du 6 mai dernier. Par ailleurs, la radio de l'insurrection a signalé que, durant cette même période, la guérilla s'est approprié 35 armes longues et 7 armes courtes prises aux troupes gouvernementales et qu'elle a endommagé 13 hélicoptères et deux avions.

Durant les derniers jours, a fait savoir Voz Popular, des embuscades ont été tendues et des attaques faites contre les troupes gouvernementales dans les départements de San Marcos, El Quiché et El Peten, à l'ouest, au nord-ouest et au nord du pays, respectivement. Celles-ci ont causé 14 pertes à l'armée et ont permis, en outre, de réaliser de la propagande dans plusieurs des 10 départements dans lesquels sont réalisées des actions de guérilla.

MOUVEMENT POPULAIRE

MECONTENTEMENT DES TRAVAILLEURS VIS-A-VIS DU REGIME.

Un grand mécontentement existe entre les dirigeants de l'Unité d'Action Syndicale et Populaire (UASP) à cause de la non-application par le gouvernement des accords qui ont été signés par les deux parties, le 8 mars dernier, en matière économique, sociale, de droits de l'homme et de politique énergétique.

Selon la UASP "il semble que le gouvernement n'a pas la volonté politique ni la fermeté pour mener à bien la réalisation de ces accords" ; l'organisation a également averti que si les deux parties n'arrivaient pas à s'entendre de façon concrète dans les prochains jours des alternatives seraient envisagées pour exercer une plus grande pression et exiger la mise en application des accords.

DROITS DE L'HOMME

ASSASSINAT D'UN JOURNALISTE.

L'exécution extra-judiciaire du journaliste Roberto Aldana, membre de l'Association des Journalistes du Guatemala (APG), qui a été perpétrée le 1er mai, est attribuée par un journal local aux forces de sécurité du gouvernement.

Le cadavre d'Aldana a été trouvé, avec les menottes, portant des marques de tortures et plusieurs blessures par balles, à la hauteur du kilomètre 24 de la route qui conduit de la ville actuelle de Guatemala à la Vieille Cité.

Par ailleurs, la famille de l'ingénieur Irving Paul Tillmans, directeur du Centre Universitaire du Nord (CUNOR) de l'Université de San Carlos, a nouvellement requis auprès du gouvernement qu'il réapparaisse sain et sauf, après six mois de capture par les agents de la sécurité de l'état.

UNE VAGUE DE VIOLENCE FAIT 15 MORTS.

Quelques 15 personnes ont perdu la vie dans différents faits de violence enregistrés dans plusieurs points du pays durant les cinq derniers jours, selon des rapports officiels publiés le 9 mai.

Le rapport de la police nationale signale que, en général, les corps des victimes présentaient des blessures par balles causées par des individus non identifiés. Les médias ont aussi signalé que plusieurs de ces cadavres présentaient des marques de tortures.